

CONVENTION DE FINANCEMENT
DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE AUX JEUNES
ENTRE LA METROPOLE DE LYON
ET L'ASSOCIATION URHAJ AUVERGNE RHONE-ALPES
ANNEE 2018

Entre

La Métropole de Lyon, représentée par sa Vice-Présidente en charge de l'Économie, madame Fouziya BOUZERDA, agissant en cette qualité en vertu d'un arrêté de son Président, monsieur David KIMEFELD, n°2017-07-20-R-0563 en date du 20 juillet 2017, ce dernier agissant lui-même en vertu de la délibération n° 2018-2919 du conseil de la métropole en date du 9 juillet 2018,

Dénommée ci-après « la Métropole »

d'une part,

Et

L'association URHAJ, dont le siège social est 245 rue Duguesclin à Lyon 69003, représentée par son président en exercice Monsieur Patrick PELLERIN, en vertu de l'article 8 des statuts de l'association,

Dénommée ci-après « l'association »

d'autre part,

la métropole
GRAND LYON

PREAMBULE

L'association dénommée URHAJ est régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901. Elle a été créée conformément aux statuts approuvés par son assemblée générale institutive et déposés à la préfecture du Rhône en date du 17 décembre 1979.

Les objectifs poursuivis par l'association sont :

- Défendre avec les adhérents, les principes fondamentaux énoncés par la charte UNHAJ
- Atteindre, avec les adhérents, les buts qu'ils se donnent à travers la charte : concourir à la socialisation et à l'épanouissement des jeunes en mettant à leur disposition, quelle que soit leur situation, des logements, des équipements et des services leur offrant un appui matériel, moral et éducatif
- Définir un projet de développement commun à l'ensemble des adhérents
- Faire connaître les buts et les activités de l'Union et de ses adhérents
- Représenter, défendre et promouvoir les intérêts moraux et matériels des adhérents.

L'association développe les activités suivantes :

- Constituer et animer le collectif des adhérents signataires de la charte UNHAJ
- Etablir et proposer les grandes orientations de la politique d'accueil et d'insertion des jeunes à partir de l'expérience de ses adhérents
- Créer et animer avec la participation active de ses adhérents tout service, action, dispositif concourant au développement permanent de leurs compétences dans les champs politique, pédagogique, économique et chacun des domaines dans lesquels ils interviennent
- Coordonner et soutenir les actions des adhérents auprès des pouvoirs publics et des institutions privées, à l'échelon régional, voire départemental et local à la demande d'un adhérent
- L'Union crée, gère et administre elle-même ou par délégation tout service conforme à ses buts, suivant les modalités inscrites au règlement intérieur
- Témoigner de la situation de la jeunesse dans sa diversité et dans ses aspirations, et favoriser toute expression des jeunes sur leur propre situation
- Restituer aux adhérents la réalité des actions conduites afin de leur permettre d'apprécier l'opportunité des démarches effectuées, leur pertinence et leurs résultats
- Gérer et cogérer les crédits qui lui sont confiés
- Etudier et participer à l'étude de tout problème intéressant les jeunes sur le territoire quelle que soit leur situation et engager toute action propre à rendre effectives les orientations définies par l'assemblée générale Congrès de l'UNHAJ et le plan d'action national arrêté par l'assemblée générale annuelle
- Réaliser une activité d'évaluation interne et externe.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet

La métropole souhaite accompagner l'association dans la réalisation de tout ou partie des activités d'intérêt général énumérées dans le préambule, à travers le fonds d'aide aux jeunes, qui a pour but de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficultés âgés de 18 à 25 ans.

La présente convention a pour objet d'une part de définir les engagements réciproques des parties dans le cadre du développement d'une action annuelle proposée par l'association et acceptée par la métropole, et d'autre part de rappeler les règles d'utilisation de la subvention apportée par la métropole.

TITRE I - Les engagements réciproques des parties

Article 2 - Exécution des engagements

La présente convention est conclue avec l'association URHAJ à titre "intuitu personae".

Aucune substitution n'est possible dans l'exercice des droits et obligations résultant de ses stipulations.

Article 3 - Orientations des actions

La métropole accepte d'apporter son soutien à l'action annuelle proposée par l'association selon le détail suivant :

L'association s'engage à mettre en œuvre une action d'accompagnement social auprès des jeunes en difficulté d'insertion orientés par les organismes précisés en annexe de la présente convention.

L'accompagnement social que l'association s'oblige à mettre en œuvre est destiné à favoriser l'accès au logement des jeunes, notamment à travers des actions d'accueil, d'information et d'orientation, conformément à son objet.

L'action d'accompagnement social doit permettre un suivi individualisé du jeune, qui pourra comprendre des actions collectives lui permettant de prendre la mesure de ses capacités, de se socialiser et d'acquérir des savoir-faire.

Peuvent bénéficier de l'action d'accompagnement précitée les jeunes âgés de 18 à 25 ans, rencontrant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle.-

Article 4 - Programme annuel

Pour permettre la réalisation et le financement de ses actions, l'association propose un programme d'activités pour l'année 2018.

La mission prend fin le 31 décembre 2018.

Ce programme annuel proposé par l'association à la métropole précise les actions à engager et le montant de la participation financière demandée à la collectivité.

L'élaboration du programme annuel est une condition expresse de la participation financière. Sa description fait l'objet de l'annexe 1 à la présente convention.

L'association veillera à assurer une cohérence entre son niveau d'activité et le niveau de la participation financière apportée par la métropole. Toute modification constatée à la baisse dans l'exécution de son activité entraînera, de droit, un ajustement correspondant de la participation financière. A ce titre la subvention versée qui n'aurait pas été affectée à sa destination devra faire l'objet d'un remboursement total ou partiel à la métropole de Lyon.

Article 5 - Participation financière

Dans le cadre de la mise en œuvre du fonds d'aide aux jeunes pour 2018, la Métropole a prévu d'affecter une partie de ce fonds sous forme de financement de mesures d'accompagnement des jeunes, organisées par des associations ou autres organismes locaux, conformément au règlement intérieur du fonds d'aide aux jeunes.

Dans le cadre de la perspective du développement de l'action développée par l'association, la métropole s'engage à apporter la participation financière de 74 000,00 € nécessaire à la réalisation des actions du programme annuel et à contribuer ainsi aux charges correspondantes du fonctionnement de l'association.

L'association s'engage à communiquer à la métropole son budget prévisionnel établi en conformité avec le programme d'activités visé par les stipulations de l'article 4, avant la signature de la convention.

L'association s'engage à utiliser la subvention aux seules fins des missions d'intérêt général que ces actions représentent et dans le strict respect du programme annuel accepté par la métropole.

Article 6- Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée selon les modalités suivantes :

- 80 % de la subvention sera versée dans un délai global de 30 jours à compter de la réception, par la métropole, du certificat de notification de la présente convention à l'association, accompagné d'un appel de fonds dont le modèle intitulé « mémoire » sera remis au bénéficiaire à sa demande.

- le solde sera versé après réception par la métropole :

1/ du décompte des dépenses exposées pour cette action, visé par le directeur de l'association et certifié par le trésorier ou le comptable, mettant en regard le budget prévisionnel et les dépenses réellement réalisées et intégrant les contributions reçues

de tous les autres financeurs, dans un délai de 6 mois suivant la fin de réalisation de l'action,

2/ du bilan et du compte de résultat et des annexes du dernier exercice clos, certifiés, le cas échéant, par le Commissaire aux comptes et du rapport d'activités approuvés par l'assemblée générale de l'association.

Il est rappelé que la désignation d'un Commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations recevant des fonds publics dont le montant annuel excède 153 000 €.

Les versements seront effectués sur appels de fonds présentés par le bénéficiaire et adressés à :

M. le Président de la Métropole de Lyon

Délégation Générale au Développement Économique, Emploi et Savoirs

Direction de l'Insertion et de l'Emploi

Service Mobilisation des Entreprises et Accès à l'Emploi

CS 33569

69505 Lyon Cedex 03

Les versements seront effectués par la métropole au compte ouvert suivant :

Titulaire du compte : URHAJ

Domiciliation : CREDIT COOP PART DIEU

Références bancaires :

N° IBAN : FR76 / 4255 / 9000 / 9151 / 0200 / 1140 / 392

BIC : CCOPFRPPXXX

la métropole
GRAND LYON

Article 7 - Actions en termes de communication

Le bénéficiaire s'engage à faire mention du soutien de la métropole de Lyon sur tout support de communication, soit sous forme littéraire, soit sous forme de logo.

Le partenaire s'engage également à indiquer dans le cadre de toute opération de communication le soutien de la Métropole de Lyon sous forme littéraire ou sous forme de logo, sur des documents de communication de référence tels le site Internet ainsi que sur tout support de communication et tout outil diffusé auquel aura participé la Métropole de Lyon tant sous une forme financière, humaine ou autres.

Dans le cadre d'opérations de communication, de l'échelle « internationale » à celle « de l'agglomération », le partenaire devra saisir la Métropole de Lyon sur l'opportunité d'utiliser la bannière ONLY LYON.

Cette communication pourrait s'effectuer aussi dans le cadre du portail Internet économique de l'agglomération lyonnaise (www.economie.grandlyon.com) élaboré par les partenaires de « Grand Lyon, l'Esprit d'Entreprise ». Le partenaire accepte ainsi de contribuer par l'intermédiaire de son site Internet au contenu et/ou services du portail.

Cette contribution se formalisera par l'indexation des sites du partenaire effectuée par les moteurs de recherche du portail et par des accès aux contenus des sites qui selon les cas pourront être par exemple un lien hyper-texte, un co-marquage d'un contenu spécifique, l'intégration d'un contenu propriété du partenaire qui sera présenté par le portail selon sa charte graphique.

Article 8 – Confidentialité

L'association ne communique à aucun tiers autre que la Métropole de Lyon et le prescripteur éventuel de l'action les documents ou renseignements concernant les jeunes accompagnés, sinon pour l'exécution de la présente convention.

Elle ne recueille pas d'informations nominatives concernant ces mêmes jeunes, autres que celles nécessaires à la réalisation de l'accompagnement et à la satisfaction de l'obligation d'information à l'égard de la Métropole de Lyon. Elle n'utilise et ne conserve que les informations justifiées par les exigences de l'accompagnement.

Article 9 - Durée de la convention

Les stipulations de la présente convention prendront effet à compter de sa notification par la métropole à l'association, laquelle notification ne pourra intervenir qu'après délibération qui l'approuve, pour se terminer le jour où chacune des parties aura exécuté l'ensemble de ses obligations.

Toutefois, l'association devra avoir présenté un mémoire accompagné de l'ensemble des justificatifs visés à l'article 6 et permettant le versement du solde de la subvention au plus tard 24 mois à compter de la notification de la présente convention. A défaut, à l'expiration de ce délai, la convention sera caduque et plus aucun versement ne pourra intervenir.

La caducité pourra alors être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, notamment dans le cas où la métropole solliciterait la restitution de tout ou partie des sommes versées et qui n'auraient pas été justifiées.

Article 10 - Résiliation et dénonciation

Les stipulations de la présente convention seront résiliées de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de redressement judiciaire, de liquidation de biens ou d'insolvabilité notoire de l'organisme.

En cas de non respect de l'une de ses obligations par le bénéficiaire de la subvention, la métropole se réserve le droit de mettre fin à la convention, unilatéralement et à tout moment, selon la procédure suivante :

- une mise en demeure sera envoyée à l'organisme par lettre recommandée avec avis de réception l'invitant à prendre les mesures appropriées dans le délai d'un mois à compter de la réception du courrier,
- en l'absence de mesures appropriées, la résiliation prendra effet et sera notifiée pour effet immédiat à l'organisme.

Le manquement de l'organisme à ses obligations contractuelles pourra avoir également pour effet :

- l'interruption de l'aide financière de la métropole ;
- la demande de reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

TITRE II - Règles d'utilisation de la subvention de la métropole

Article 11 - Destination de la subvention

L'association doit respecter l'interdiction de reverser sous forme de subvention ou de don, tout ou partie de cette subvention annuelle perçue de la métropole, à d'autres associations, sociétés, collectivités privées ou œuvres.

En revanche et dans le respect de son objet, l'association pourra confier à des tiers des prestations nécessaires à la réalisation des actions prévues.

Article 12 - Comptabilité

L'association s'engage à tenir une comptabilité répondant aux règles définies par le plan comptable des associations conformément à la loi et aux directives professionnelles.

Article 13 - Contrôle d'activité par la métropole

L'association s'engage à informer la métropole de son action relative au programme annuel d'activités et notamment des éventuels décalages entre les réalisations constatées et le contrat d'objectifs annuels.

La métropole, pourra procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utiles tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle pour s'assurer du bien fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis à vis de la collectivité.

Afin d'évaluer la pertinence de l'action entreprise et la part de réalisation des objectifs poursuivis, l'association s'engage à transmettre à la Métropole un bilan de l'exécution de la convention avant le 31 janvier 2019, qui comprendra un bilan détaillé des actions conduites, sous la forme d'une synthèse rendant compte notamment des résultats de la mission au regard des objectifs initiaux, faisant apparaître le nombre de jeunes concernés par l'action.

L'association s'engage à fournir le rapport moral et le rapport d'activité dans le mois suivant son approbation par l'assemblée générale.

Article 14 - Contrôle financier par la métropole

L'association s'engage à communiquer à la métropole :

- avant la signature de la convention : son budget prévisionnel de l'année, établi en conformité avec le programme d'activités visé par les stipulations de l'article 3,
- à la clôture de l'exercice : le compte-rendu financier de l'action subventionnée, le bilan, le compte de résultat et les annexes dûment certifiés par le commissaire aux comptes, le cas échéant, ainsi que le rapport de ce dernier.

Site utile : www.associations.gouv.fr rubrique : la politique associative de l'État/ le financement et la fiscalité.

Article 15 - Responsabilités - assurances

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association s'engage à souscrire tout contrat d'assurance de telle sorte que la métropole et ses assureurs ne puissent être en aucune façon recherchée en responsabilité.

Article 16 - Obligations diverses - impôts et taxes

L'association prend l'engagement de se conformer aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet.

En outre, l'association s'engage à assurer ses obligations fiscales et sociales, de telle sorte que la métropole ne puisse être recherchée ou inquiétée en aucune façon à ce sujet.

Article 17- Élection de domicile

L'association élit domicile au siège social sus-indiqué pour toutes les correspondances, notifications, exploits qui lui seront adressés. Toute modification du siège social sera notifiée à la métropole par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai d'un mois suivant la modification.

La métropole en son hôtel, CS 33569, 69505 Lyon Cedex 03.

Article 18 - Attributions de juridictions

Les parties conviennent que toutes contestations relatives à la présente convention seront du ressort du Tribunal administratif de Lyon.

A cette convention est jointe une annexe détaillant l'action financée, qui est revêtue de la même valeur contractuelle que la convention elle-même.

8/10

ouziya BOUZERI

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROGRAMME ANNUEL D'ACTIVITES

EXERCICE 2018

Dispositif d'Accueil Jeunes

Objectif :

Hébergement d'urgence des jeunes en insertion.

Modalités d'intervention :

Le Dispositif d'Accueil Jeunes permet aux jeunes bénéficiaires en rupture d'hébergement de disposer d'un hébergement gratuit d'un mois renouvelable une fois. Pendant ce temps, l'éducateur(trice) de prévention maintient son accompagnement. Les places sont situées en Foyer de Jeunes Travailleurs et dans des logements temporaires gérés par l'association AILOJ.

Nombre prévisionnel de jeunes concernés par l'action : 60

Moyens mis en œuvre :

- Les locaux :

Synergie Jeunes, 245 rue Duguesclin à LYON 69003.

Ces locaux sont partagés avec l'URCLLAJ, l'Animation Régionale des Missions Locales et l'UR des CPIE.

Logements mis à disposition : 6 logements AILOJ, 3 logements UCJG, 1 logement Poppins Part-Dieu, 1 logement Poppins Moulin à vent et 1 logement Escale lyonnaise.

- Le matériel technique utilisé :

Mail et téléphone.